

éditorial

Les municipales et l'unité ouvrière

Michel Rocard

Dans l'état présent du mouvement socialiste et révolutionnaire en France, il n'y a pas de problème plus important ni plus difficile que celui de l'unité : important parce que chaque organisation sait qu'elle ne peut vaincre seule, difficile parce que depuis quarante ans les forces socialistes de France ont fait de multiples fois l'expérience de ces accords d'unité qui ne résistent pas à l'épreuve du pouvoir ou de l'événement.

Les échecs successifs du Front populaire, de la libération, du Front Républicain, et de l'accord P.C.-F.G.D.S. de 1968 montrent bien la vanité qu'il y a à rechercher l'unité pour elle-même, et l'importance d'un accord réel et précis sur des objectifs limités mais clairement définis.

Le problème est aujourd'hui d'autant plus difficile qu'au delà du vieux clivage entre forces « communistes » et forces « non communistes », il est apparu une autre divergence, plus importante encore. Elle sépare les organisations et les militants qui ont perdu tout espoir d'imposer des structures socialistes dans un avenir proche et ceux pour qui c'est au contraire le combat essentiel. Les premiers n'ont plus qu'une stratégie électorale d'occupation du pouvoir, sans annoncer en quoi ils transformeront à la fois la nature de ce pouvoir et les conditions de la vie quotidienne : c'est aussi bien la « démocratie avancée » que le « plan d'action socialiste » et, résultante des deux, le médiocre bilan des conversations entre Parti communiste et Parti socialiste. Les seconds, parmi lesquels le P.S.U., pensent que le problème urgent des années 1970 est la transformation des conditions de vie, des rapports sociaux et de la nature du pouvoir, et que le désir profond des masses est plus de soulager l'oppression quotidienne qu'elles subissent que d'obtenir avant tout de meilleurs revenus dans des conditions de vie inchangées. Seules à nos yeux les luttes portant essentiellement sur ces objectifs-là peuvent devenir assez puissantes pour imposer le renversement du capitalisme.

Des divergences de cette importance rendent évidemment difficile la définition d'objectifs communs, et d'une tactique commune pour les atteindre.

Difficile, mais pas impossible. C'est du moins ce que le P.S.U. a pensé, lors de son Conseil National

de Rouen. L'exemple des élections municipales fournissait un bon terrain d'expérience. L'objectif est limité : personne ne pense qu'une victoire aux élections municipales suffira à transformer la nature du pouvoir en France. Il est cependant important : la mise à sac de notre cadre de vie, l'urbanisation sauvage, la politique de classe dans le secteur du logement. Tout cela se fait pour une part avec l'appui, ou la complicité des municipalités, l'étroite surveillance sous laquelle elles sont placées permettant de neutraliser plus ou moins les municipalités populaires.

Dans une telle situation, il était important de rechercher un accord politique permettant d'engager la contre-offensive, de consolider les positions acquises et d'enlever un certain nombre de municipalités à la droite. Mais bien entendu un tel accord n'aurait eu de sens que s'il affirmait clairement le rôle des municipalités d'orientation socialiste comme autant de points d'appui à la lutte de classes, comme autant de moyens de prolonger la lutte politique des travailleurs contre le régime, son appareil d'état et ses préfets. A défaut, les municipalités dites de gauche risquent de n'être que des instruments intégrés au régime. Il était évident aussi que le rôle de municipalités au service des travailleurs devait consister également à leur redonner le goût et la pratique d'une démocratie directe. Que la population et toutes les associations qu'elle s'est données participent aux décisions, que les débats internes des conseils municipaux sur les questions difficiles soient largement connus, voilà des exigences qui nous semblaient le minimum de la démocratie, et sur lesquelles l'accord devait être possible.

Ces conditions de fond en entraînaient deux autres : que les alliances soient limitées aux hommes et aux organisations qui entendent conduire la lutte contre le capitalisme, à l'exclusion de tous réformateurs, radicaux ou autres centristes, et de leurs complices au sein de la social-démocratie, et qu'aucune exclusive ne soit jetée contre quiconque donne son adhésion à la plateforme adoptée en commun.

C'est sur ces bases que le P.S.U. a loyalement cherché l'accord avec le Parti communiste français. Une négociation longue et difficile permit de dégager quelques éléments communs à la vision

révolutionnaire qu'avait le P.S.U. de l'utilisation de municipalités populaires et la vision strictement légaliste et gestionnaire qu'en avait au départ le Parti communiste. Dans une négociation de ce genre, aucun parti ne peut prétendre imposer la totalité de ses orientations et nous ne le prétendons pas. Mais le texte commun auquel ont abouti le 1^{er} décembre les deux délégations du P.C.F. et du P.S.U. représentait une base d'accord honorable et possible, que le Bureau National du P.S.U. a donné à sa délégation mandat de signer pour notre compte.

Mais le Bureau Politique du Parti communiste français ne l'a pas voulu. Après avoir annoncé publiquement qu'il recherchait des accords nationaux avec toutes les « formations de gauche », il a constaté qu'il n'obtiendrait pas un tel accord avec le Parti socialiste et dès lors s'est déjugé à notre endroit, refusant d'entériner l'accord auquel nos deux délégations étaient parvenues.

Par diverses déclarations, par une campagne permanente dans « l'Humanité », le Parti communiste français a, dès que l'accord fut en vue au niveau de nos deux délégations, constamment remis en cause les orientations sur lesquelles cet accord était en train de se faire. Une résolution de son Comité Central est ensuite venue confirmer cette orientation vers le refus d'accord en rejetant tout ce qui aurait pu dépasser le caractère strictement gestionnaire des municipalités, en reprenant une conception très extensive des alliances en direction du centre sous couvert d'intégrer les « forces démocratiques », et en exigeant qu'une exclusive soit prononcée à l'encontre des organisations que le P.C.F. appelle « gauchistes ».

Les organisations d'extrême gauche sont nombreuses et diverses. Nous avons avec chacune d'elles des désaccords importants et connus, nous ne sommes liés à aucune d'entre elles par une alliance inconditionnelle. Nous prétendons simplement qu'elles ont leur place dans le mouvement socialiste, et qu'elles doivent se déterminer par rapport aux problèmes en cause. Le projet de plate-forme commune auquel nous étions parvenus pouvait être un critère suffisant de choix des alliances. L'accord était possible à condition de ne pas chercher à en dire plus et de se borner à déterminer de manière responsable les orientations du combat commun dans le domaine municipal.

Une dernière entrevue a eu lieu. Nous avons eu la surprise de voir le Parti communiste français revenir sur la totalité des éléments du texte jusqu'alors commun, et proposer notamment des amendements encore plus éloignés de toute volonté d'accord que la résolution de son Comité Central. Ces amendements sont d'ailleurs surprenants. Ils

visent à supprimer par exemple la référence à la lutte contre les contrats de progrès, ou la référence particulière à la politique de répression et d'intimidation qui s'exerce vis-à-vis des jeunes, pour n'en citer que deux parmi 24 !

Il n'y aura donc pas d'accord. Mieux, le Parti communiste français a systématiquement cherché à le rendre impossible en essayant, sans succès d'ailleurs, de provoquer l'indiscipline des Fédérations et Sections du P.S.U. Enfin, pour couronner une aussi magnifique politique d'unité, le Parti communiste français a choisi la ville du Havre, la plus grande des villes dirigées par une municipalité sortante P.C.-P.S.U. pour y ressusciter un parti radical qui en avait disparu. Moyennant quoi M. André Marie, vieux politicien retors de la IV^e République et responsable départemental du parti radical, passe accord à Rouen avec le centriste Lecanuet et au Havre avec le P.C.F., le tout sous la caution bienveillante et sans scrupules de Servan-Schreiber.

Que le parti radical continue à se déshonorer par des alliances sans principes n'est pas pour nous étonner, il en a l'habitude. Mais que le P.C.F. aille rechercher l'alliance de forces aussi ouvertement capitalistes pour refuser l'accord avec le P.S.U., voilà qui devrait inquiéter les travailleurs. Car quelle politique peut-on faire avec de pareils alliés ?

Les résultats vont être mauvais pour les forces socialistes. Tout cela ne fait que confirmer l'urgence qu'il y a à définir clairement puis à imposer les mots d'ordre combatifs autour desquels peut se faire une unité socialiste capable d'être victorieuse.

Diffuser une telle orientation et de tels mots d'ordre, voilà la tâche principale des listes d'union populaire que les militants du P.S.U. vont devoir bâtir un peu partout à travers la France avec les militants syndicalistes ou politiques qui partagent leur manière de voir. La condition majeure pour que l'attitude navrante du P.C.F. ne fasse pas subir trop de dommages à l'ensemble des forces représentatives des travailleurs, c'est en effet qu'une alternative socialiste soit clairement proposée au pays à travers les innombrables luttes qui s'y déroulent, et notamment à l'occasion des élections municipales. Les listes d'union populaire sont un outil indispensable à cet égard. Le combat essentiel du P.S.U. doit maintenant porter sur la constitution de l'alliance la plus large possible entre les forces pour qui le socialisme est un problème *actuel*, et la présentation du plus grand nombre possible de listes traduisant la volonté qui nous est commune. Les chances d'une victoire socialiste dans l'avenir proche commencent à se jouer sur ce terrain comme sur les autres.